

# LA MESURE DU BIEN-ÊTRE

*L'éditorial d'Hugues de Jovenel*

« Ne confondons pas le produit national brut avec le bonheur national net », s'exclamaient déjà les soixante-huitards qui, s'érigeant contre le culte de la croissance (économique) à tout prix, rappelaient déjà que la richesse (monétaire) ne fait pas le bonheur. Bienvenue se trouve donc l'initiative prise en janvier 2008 par le président de la République française de mettre en place une « Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », placée sous la présidence de deux prestigieux prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz et Amartya Sen, et coordonnée par Jean-Paul Fitoussi.

Le rapport de la commission Stiglitz a été présenté le 14 septembre dernier et qualifié par le chef de l'État de « formidable révolution »<sup>1</sup>. Je me suis donc précipité pour en prendre connaissance, d'autant qu'il porte sur un sujet qui nous est particulièrement cher au sein du groupe Futuribles, puisque dès les années 1960, sous l'impulsion de Serge Antoine, Jacques Delors, Claude Gruson, Bertrand de Jovenel..., nous avons été sensibilisés à la problématique des indicateurs aussi bien économiques que sociaux. Outre, en effet, la critique adressée au produit intérieur brut (PIB) par Bertrand de Jovenel dès les années 1950 (voir p. 75 de ce numéro), il convient ici de rappeler les travaux pionniers réalisés, par exemple, par la Commission des comptes du patrimoine naturel, ceux

sur l'économie du patrimoine culturel, et bien d'autres, sans oublier des réflexions plus récentes, de Dominique Méda ou Patrick Viveret (travaux dont nous avons régulièrement rendu compte dans Futuribles).

Il m'a toujours paru intéressant de voir ainsi comment naissent et cheminent les idées, avant qu'elles n'atteignent un pic, puis disparaissent avant de resurgir plusieurs années après. Ainsi en est-il de la critique du PIB que l'on trouve dans le rapport Stiglitz. La commission Stiglitz, rappelons-le, avait pour « mission » de déterminer les limites du PIB en tant qu'indicateur des performances économiques et du progrès social, de ré-examiner les problèmes relatifs à sa mesure, d'identifier les informations complémentaires qui pourraient être nécessaires pour aboutir à des indicateurs de progrès social plus pertinents... Tout cela, la commission l'a fait, hélas, à mon sens, sans grande originalité et en commettant quelques confusions.

Affirmer en effet que le PIB n'est pas un indicateur de progrès social et qu'il n'a jamais eu vocation à l'être est certainement salubre mais peu original. Rappeler ce qu'il comptabilise et ne comptabilise pas (les services dits gratuits) et comment il le fait (par exemple, en considérant que les embouteillages sont générateurs de richesse en raison de la consommation accrue de carburant, mais sans tenir

1. STIGLITZ Joseph E., SEN Amartya, FITOUSSI Jean-Paul. *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*. Paris : ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, 2009.

compte ni des émissions de gaz à effet de serre ni des désagréments sociaux qu'ils entraînent) est tout aussi utile mais banal. J'aurais aimé que la commission insiste davantage, non seulement sur la manière dont cet indicateur est construit, mais aussi sur l'interprétation des données et les usages inadaptés de données auxquelles on prête une signification qu'elles n'ont jamais été censées avoir. Enfin, militer pour le développement d'autres indicateurs plus aptes à mesurer le niveau de bien-être constitue un combat salutaire, pour autant que l'on ne confonde pas la réalité et la perception que les gens peuvent en avoir, et que, si l'on s'aventure à définir un indicateur composite (comme l'indice de développement humain), les composantes et pondérations soient pertinentes et transparentes.

En poussant l'analyse plus loin, la lecture du rapport m'incite à penser que les membres de la commission Stiglitz ont commis quelques confusions et omis quelques éléments essentiels.

Exemplaire d'une confusion que j'estime grave est le fait qu'elle confond les « systèmes de mesure » qui, par définition, ne peuvent porter que sur des faits accomplis, avec les systèmes pour lesquels nous militons, qui ont vocation à jouer un rôle d'alerte précoce et, donc, à déceler des développements ne s'inscrivant pas nécessairement dans le prolongement des tendances passées, ne résultant même pas d'écart ou de distorsions que l'on aurait pu déceler, mais correspondant à de véritables discontinuités ou ruptures. Je reconnais volontiers l'utilité de données statistiques pertinentes qui, en effet, permettent parfois, sous réserve d'une analyse attentive, de déceler des distorsions ou des écarts appelant des mesures correctrices.

Mais entre ces instruments de mesure, y compris les observatoires de toutes sortes qui fleurissent aujourd'hui et opèrent à la manière de caisses enregistreuses, et un système de veille prospective, il me semble qu'il y a des différences qui n'ont pas été perçues par les membres de la commission.

Exemplaire d'une omission, sinon d'une erreur à mes yeux fondamentale, est ce qui est dit de l'usage des données statistiques en vue de la définition des politiques publiques, a fortiori de leur évaluation. Les politiques publiques, certes, ont pour fonction de corriger des écarts, de combler des retards, que nos instruments de mesure peuvent utilement mettre en évidence. Mais elles ont aussi, sinon essentiellement, pour vocation de poursuivre des finalités dites d'intérêt public, qui ne sauraient être dictées ni par la somme des intérêts particuliers ni par un simple tableau de bord, mais par une vision qui repose davantage sur des idéaux, une vision empreinte de subjectivité, d'idéologie. Elles ont aussi vocation à être garantes de cet intérêt collectif à moyen et à long terme, ce qui suppose qu'elles reposent sur des arbitrages, notamment entre générations, qui ne sauraient être dictés par un seul calcul statistique.

Ainsi, lorsque le président Sarkozy affirme, suite au rapport Stiglitz, que « si nous ne voulons pas que notre avenir, l'avenir des générations futures soit semé de catastrophes financières, économiques, sociales, écologiques, nous devons changer nos manières de vivre, de consommer, de produire », je suis intimement convaincu qu'il a raison. Mais, entre changer d'instrument de mesure et changer de cap, il y a, me semble-t-il, un grand écart : disposer d'un bon tableau de bord ne peut en aucune manière nous dispenser de définir l'objectif. ■